

**RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**  
**A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE D'APPROBATION DES**  
**COMPTES DE L'EXERCICE 2019**  
*(ARTICLE 138 DE L'AUDSCGIE)*

## **I. INTRODUCTION**

Le Présent rapport est rédigé conformément aux dispositions de l'article 138 de l'acte uniforme Ohada révisé sur le droit des sociétés commerciales et du GIE qui institue l'obligation pour le conseil d'administration d'établir un rapport de gestion dans lequel il expose la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi et, en particulier, les perspectives de continuation de l'activité, l'évolution de la situation de trésorerie et le plan de financement.

## **II. SITUATION DE LA SOCIETE DURANT L'EXERCICE ECOULE**

### **Environnement économique**

En 2019, l'économie mondiale connaît un ralentissement synchronisé avec une croissance estimée par le FMI à 2,9 %, soit son rythme le plus lent depuis la crise financière mondiale de 2008.

En ce qui concerne la zone UEMOA, et même si la crise sécuritaire au Sahel, la fermeture des frontières nigérianes ont impacté certaines économies de la zone comme le Mali, le Burkina Faso et le Bénin, le taux de croissance économique estimé pour l'année 2019 est de 6,6% représentant plus du double du taux moyen de l'Afrique subsaharienne (3,1%). La performance économique de l'Union capitalise sur l'augmentation de la productivité agricole. Le secteur secondaire bénéficie des investissements dans les infrastructures, et le secteur tertiaire du développement des transports et des services de communication et bancaires.

Dans la zone CEMAC, le taux de croissance 2019 est estimé à 2,5% contre 1,8% en 2018. On note également une maîtrise des pressions inflationnistes sous le seuil communautaire, avec un taux d'inflation de 1,9% contre 2,2% en 2018, mais à l'inverse un creusement du déficit du compte extérieur courant qui passe de 2,7% du PIB en 2018 à 4,4% en 2019. L'environnement économique et financier régional demeure difficile et fragile avec un impact défavorable sur les recettes fiscales pétrolières, mais aussi sur les recettes fiscales des autres segments de l'économie et par conséquent sur le programme d'investissement public.

Pour la Guinée, La croissance économique est restée constante grâce aux réformes portant sur l'amélioration de l'environnement des affaires et est estimée à 6,2 % pour 2019 (6,0 % en 2018). Avec une vingtaine de projets de grande envergure prévus au cours des cinq prochaines années, le secteur minier devrait connaître une croissance considérable, Les secteurs minier et agricole restent des opportunités importantes de financement pour notre filiale en Guinée.

Enfin pour la Mauritanie, la croissance du PIB réel en 2019 est estimée à 6,7 % contre 3,6 % en 2018, grâce à l'augmentation de la production des industries extractives et la hausse des exportations du secteur de la pêche. Le déficit de la balance courante s'est réduit, passant de 18,4 % du PIB en 2018 à 13 % en 2019, en raison du rebond des exportations d'or (+26,6 %) et de cuivre (+2 %). La croissance économique reste volatile et dépendante des cours des minerais (le fer, l'or et le cuivre). Les investissements directs étrangers vont principalement dans les industries extractives et constituent des opportunités pour notre filiale mauritanienne.

## Réalisations du Groupe

L'exercice 2019 marque un tournant pour le Groupe Orabank. En effet, avec l'introduction en bourse de la société, notre objectif est d'accroître la rentabilité en poursuivant notre croissance tout en maîtrisant les frais généraux et le coût du risque.

Grace à la performance des pôles métiers et l'organisation mise en place, nous avons clôturé l'exercice 2019, avec un total bilan atteignant 2 634 milliards FCFA, en hausse de 22% comparé au 31 décembre 2018, un résultat net en progression de 47%, un réseau de 157 agences dédiées et points de vente et 2015 collaborateurs.

Le Produit Net Bancaire du groupe s'élève à 147 milliards de FCFA, en hausse de 16% comparé à 2018. Cette évolution montre les bonnes performances notées sur toutes les lignes revenus.

La hausse des frais généraux de 9,6% comparés à 2018 s'explique par le renforcement de nos équipes de 1 853 collaborateurs à fin 2018 à 2 015 en 2019 et le développement de notre réseau d'agences qui passe de 146 en 2018 à 157 en 2019. Notre coefficient d'exploitation s'est nettement amélioré passant de 72,2% en 2018 à 68,2% en 2019.

Le coût net du risque est en hausse de 26% et s'explique par le retard observé sur les recouvrements devant entraîner des reprises de provisions sur presque toutes les filiales.

Le résultat net a donc progressé de 47% et s'inscrit à 18,3 milliards FCFA (contre 12,5 milliards en 2018). Les entités du Tchad, du Gabon, de la Mauritanie et du Mali ont enregistré des pertes et retiennent notre attention particulière car la réduction de leurs pertes constitue une bonne réserve de croissance du résultat consolidé du groupe.

La mobilisation des dépôts est une priorité permanente pour le groupe Orabank, un accent particulier étant mis sur les ressources faiblement rémunérées. Avec un taux de croissance de 25% par rapport à 2018, nous avons réalisé une bonne performance en 2019 en collectant plus de 360 milliards FCFA de ressources nouvelles après les 335 milliards mobilisés en 2018.

Les crédits nets à la clientèle ont progressé de 13% comparés à décembre 2018 avec près de 160 milliards nets de remboursement de crédits directs à l'économie pour l'ensemble de nos pays de présence.

Nous avons effectué des augmentations de capital pour les filiales du Bénin, de la Côte d'Ivoire et du Tchad. L'augmentation de capital effectuée au Tchad est en attente de la validation du régulateur.

Nous avons lancé en juillet 2019, la deuxième phase du projet Digital Financial Services (DFS). Cette phase du projet permettra d'offrir à notre clientèle des produits innovants adaptés à ses besoins et contribuer de manière positive à la transformation des économies de nos pays de présence.

Pour ce qui concerne les distinctions, l'édition 2019 de AFRICAN BANKER AWARD, classe Orabank comme la meilleure banque régionale en Afrique de l'Ouest pour la troisième fois après les distinctions obtenues en 2015 et 2017.

Enfin, la Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE) est au cœur de nos métiers et notre groupe œuvre à une création de valeur intégrée, ne se limitant pas qu'à notre performance en matière de



résultats financiers mais intégrant également la nature des ressources engagées pour l'obtention de ces résultats ainsi que l'impact de ces derniers sur nos parties prenantes et envers la société de façon générale.

Nous continuons à mobiliser l'ensemble des collaborateurs autour de ces objectifs tout en saluant leur engagement à servir nos clients et à accompagner le développement de nos activités.

### **III. EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES DE CONTINUATION DE L'ACTIVITE**

La crise sanitaire actuelle ayant de graves répercussions sur l'activité économique, les perspectives 2020 seront fortement impactées et l'évolution de la situation liée à cette crise reste donc une source importante d'incertitude. Elle s'est déjà traduite par une forte baisse de l'activité dans tous les pays.

Les perspectives à court terme seront donc influencées par les réponses des banques centrales et des gouvernements à plusieurs défis majeurs. A long terme, le potentiel de croissance de nos marchés demeure élevé. Les politiques économiques devront trouver des modalités de financement de la croissance qui conservent un niveau d'endettement soutenable. Une plus forte mobilisation de l'épargne domestique, un meilleur contrôle de la fuite des capitaux et le développement du commerce intra africain semble être des pistes crédibles.

Dans ce contexte, le groupe constate une incertitude du fait du ralentissement des activités et prévoit que la croissance pourrait connaître une baisse en 2020. Cependant, les mesures de soutien à l'économie prises par les banques centrales et certains États de nos zones de présence constituent des leviers sur lesquels le groupe travaille pour limiter les effets de cette crise sur nos activités.

En riposte au COVID-19, le groupe a très vite pris les mesures nécessaires pour continuer à servir nos clients tout en assurant leur sécurité et celle de nos collaborateurs, dans le respect des recommandations des autorités.

### **IV. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE ET LA DATE D'ETABLISSEMENT DU PRESENT RAPPORT**

La crise sanitaire du COVID-19 reste l'événement qui pourrait avoir un impact sur les performances du groupe.

### **V. EVOLUTION DE LA SITUATION DE TRESORERIE ET LE PLAN DE FINANCEMENT**

L'année 2019 a été une année faste pour les activités de levée de fonds pour le groupe. Elle a débuté avec la finalisation du placement privé au Cameroun pour un montant de 9,6 milliards XAF qui a été entièrement rétrocédé à la filiale du Tchad. Cette opération de levée de fonds par un émetteur non résident car établi en zone UEMOA était une première sur le marché camerounais et a permis de confirmer l'intérêt des investisseurs locaux pour le risque Oragroup.

Par la suite, en avril 2019, l'introduction en bourse a été incontestablement l'opération la plus marquante de l'année pour le groupe. La cérémonie de première cotation s'est tenue le 16 avril 2019 à Lomé et a marqué l'entrée de l'action Oragroup à la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM).

En mai 2019, Oragroup a finalisé une levée de fonds thématique de 20 millions EUR avec le fonds Africa Agriculture and Trade Investment Fund (AATIF), géré par la Deutsche Bank. Cette opération dévolue au financement des campagnes agricoles dans les pays de présence de Orabank Côte d'Ivoire, réaffirme la volonté du groupe de densifier son soutien aux projets responsables dans le secteur agricole.

Le groupe a également réalisé avec succès, un second programme d'émission de billets de trésorerie de 35 milliards XOF totalement souscrit.

Également très engagé dans le financement des projets verts, le groupe a clôturé le programme de financement des projets verts SUNREF de l'AFD d'un montant de 6 millions EUR et a reversé un montant de 68 000 EUR de primes à 4 porteurs de projets ayant finalisé leurs projets.

Dans le cadre de nos opérations de financements structurés, le groupe a signé au cours de l'exercice 2019, deux nouveaux mandats. Le premier portait sur un projet de financement d'extension des capacités d'accueil de l'hôtel Nord Sud au Mali pour un montant de 2,2 milliards FCFA, le second est relatif à un projet d'apurement des dettes envers une société de patrimoine pour la SEEG au Gabon pour un montant de 30 milliards FCFA. Ces mandats sont venus s'ajouter aux deux mandats existants que sont le projet KEKELI, qui est un projet de construction d'une centrale thermique tri-fuel de 65MW à Lomé (Togo) pour un montant de 51,5 milliards de FCFA co-arrangé avec la BOAD, et le projet de construction d'une usine de clinker en Guinée-Conakry pour un coût total de 75 millions de USD financé par la BIDC et Oragroup. Sur l'année 2019, Oragroup a généré 757 millions FCFA de commissions au titre de ces activités de financements structurés.

## **VI. CONCLUSION**

Notre objectif de maintien de niveaux élevés de service à notre clientèle reste prioritaire. Nous continuons d'étudier les possibilités d'entrée sur des marchés soigneusement choisis présentant de bonnes perspectives de croissance.

Malgré un contexte difficile, nos équipes poursuivent leurs efforts pour atteindre un résultat satisfaisant pour nos actionnaires dans la stricte discipline des coûts et une gestion rigoureuse des risques.